

Discours de clôture de Bernard ANTONY pour l'UDT 2004

Chers amis,

Cette université était annoncée depuis six mois, la revue Reconquête et Présent en font foi. Comment est-il possible de prétendre, par des effets de vaine dialectique, que nous aurions organisé quelque chose de concurrent du Front National ? Nous avons mis sur pied ce rendez-vous parce que nous le sentions nécessaire. Parmi les institutions du mouvement auquel nous appartenons pour beaucoup d'entre nous, et sans exclure les autres dans notre amitié, j'ai dirigé, pendant dix neuf ans, une université comme me l'avait demandé Jean-Pierre Stirbois, mon vieux camarade des mouvements solidaristes. Pendant dix neuf ans donc, avec beaucoup de ténacité, nous avons tenu cette université et nous étions des centaines à y venir chaque année. Nous avons été désolés que l'on décide de supprimer cette institution, car elle nous paraissait bonne et vous en jugez ici. C'est un lieu de débat, un lieu de travail mais aussi de rencontres sous les platanes et cela fait progresser beaucoup de choses. Jacques Bompard, Christian Baeckroot, Marie-France Stirbois et d'autres m'ont dit qu'il fallait rebâtir quelque chose et ne pas laisser passer les étés sans nous retrouver. C'est ce que nous avons fait, sans aucun esprit de mauvaise concurrence. Nous avons ensuite été attristés d'une initiative permettant à la presse de gloser sur je ne sais quelle rupture qui, pour nous, n'existe pas. La seule préoccupation que nous avons ici, c'est celle de l'unité de la résistance nationale !

Pour moi, même si les partis sont nécessaires, je crois surtout à la nécessité d'un mouvement et on ne peut résumer le mouvement national à un parti. Je tiens au passage, vous me le permettez, à tordre une ixième fois le cou à un canard médiatico-dialectique. Je suis, avec fierté, le Président de l'AGRIF, avec mes amis avocats, Georges-Paul Wagner, Pierre-Marie Bonneau que vous avez écoutés ici, avec Wallerand de Saint Just, Jacques Trémolet de Villers qui était hier soir avec nous. Avec plus de 6.000 adhérents aujourd'hui, l'AGRIF se suffit à elle-même, tenant son créneau de riposte au racisme anti-français et anti-chrétien. C'est un organe puissant de rassemblement qui n'a été, permettez moi de le rappeler, secoué par aucune crise. Au Conseil d'Administration de l'AGRIF, que nous soyons au Front National ou pas, nous avons fait le serment de ne pas nous séparer parce que nous avons en commun la volonté de ne pas accepter la non défense judiciaire des Français. Et nous avons tenu ! Voilà pourquoi quand je parle de l'unité, je sais qu'elle est possible. Celle de l'AGRIF n'a jamais été entamée, quelles que soient nos différences et quelles que soient nos divergences. Je suis par ailleurs, le Président de Chrétienté-Solidarité. Jamais nous n'avons été une tendance au sein du Front National.

Être catholique, ce n'est pas exclure les autres, c'est être au dessus des tendances, c'est avoir au cœur une vertu catholique, qui permet justement de rassembler les autres par le compromis nationaliste, cher à Léon Daudet. Et voilà pourquoi, par exemple, parmi les conférenciers prestigieux que vous avez entendus, il y en avait au moins deux qui ne partagent pas ma foi, mais quel esprit que le leur ! Ici, il peut y avoir ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas et c'est comme cela que j'ai toujours voulu l'Amitié française. C'est pour cela que je tiens à dire et à répéter que je ne suis pas le leader d'une tendance mais que je crois être, comme vous, un acteur du rassemblement français.

J'ajouterai, au risque de faire grincer des dents, que désormais ici, on ne va pas se complaire dans des querelles vieilles d'il y a quelques années. Certains ont pu ne pas partager mes analyses, qui étaient celles de la défense de mon mouvement, le Front National. Mais enfin, est-ce que l'on va encore s'engueuler plusieurs années après, alors que monte le danger qui jadis renversa Constantinople ? Est-ce que l'on va continuer à discuter du sexe des anges dans Byzance, alors que les forces de Mehmet II campent aux portes ? Alors je le dis, il y a ceux qui croyaient à Jean-Marie Le Pen et ceux qui croyaient à Mégret mais maintenant, il faut nous rassembler et croire en la France ! Et voilà pourquoi, hier soir encore, nous chantions dans la bonne ville d'Orange, ce chant de mon roi béarnais : " Au diable guerres, rancunes et partis, comme nos pères chantons en vrais amis, au choc des verres, les roses et les lys ".

Chers amis, c'est la France qui nous préoccupe. Cette France qu'Henri IV su, après de terribles tragédies, après une guerre civile affreuse, rassembler. Il s'agit donc pour nous, non pas de défendre un régime, non pas de défendre un système. La France n'a pas commencé en 1789. La République, c'est un système possible, parmi d'autres, mais nous, nous nous battons au dessus de tout pour la France, qu'elle soit sous la Monarchie ou sous la République. C'est d'abord une identité que nous

défendons, une âme, une terre, plus qu'un système politique, surtout lorsque l'on voit ce qu'ils en ont fait de cette République ! Nous défendons la splendide France des lys, de Saint Louis et d'Henri IV mais aussi celle du drapeau tricolore, celle des poilus de la guerre de 14, celle des soldats qui sont morts dans la boue de Diên Biên Phu, celle de nos amis du CNC ici présents.

Notre université devait être à l'origine, celle du combat national et populaire. C'était un bon intitulé que Jacques Bompard m'avait proposé. Mais cela émut quelques uns de nos amis ; et mon frère de combat, Bruno Gollnisch, avec lequel ne me sépare point doctrinalement une feuille de papier à cigarette, me demanda de changer l'intitulé parce que cela avait une résonance qui ne plaisait pas à tout le monde. Nous avons donc modifié l'intitulé dans un effort de bonne volonté. Notre université devint donc celle de l'Esprit Public et du Pays Réel mais cela n'effaçait par les autres adjectifs qui nous définissent et que nous pouvons reprendre puisque notre geste d'apaisement n'a servi à rien.

Notre combat est national...

Nous sommes ici des nationaux ou des nationalistes à la française. Certes, il y a beaucoup de nationalismes mais notre nationalisme à nous, qu'est-ce que c'est ? Jacques Bainville, notre très grand historien auquel il faut sans cesse revenir pour ses magistrales analyses, disait souvent qu'en temps normal il n'est pas besoin d'être nationaliste. Il n'est pas habituel d'être nationaliste si les choses vont bien. Le nationalisme, selon lui, est un patriotisme en alerte. Nous ne devons devenir des nationalistes que parce que des menaces se pressent. C'est pour cela que nous nous définissons comme des nationalistes " à la française ", selon la belle expression de Jean Madiran.

Nous sommes attachés à une valeur, qui n'est pas, tant s'en faut, notre seule valeur : la nation, la patrie. C'est le culte de la piété filiale. Jeanne Smits, dans son magistral exposé, nous a cerné les lois de la vie : on ne naît pas de rien. Nous héritons. La nation, étymologiquement, c'est la naissance. La patrie, c'est la terre des pères. Mais de la nation, nous ne faisons pas une idole, nous ne sommes pas des extrémistes ou des fanatiques. Nous aimons aussi que les autres aiment leur peuple. Pendant quinze ans, n'étant pas un rond de cuir d'hémicycle, j'ai passé mon temps à sillonner le monde pour aller rencontrer des patriotes un peu partout. J'en ai rencontré des noirs avec Jonas Sawimbi, des jaunes avec les résistants des Hauts-Plateaux vietnamiens, des rouges avec les Indiens Misquitos du Nicaragua. J'ai en moi des visages de frères de combat, quelles que soient leur race, parce qu'ils avaient au cœur un sentiment de la liberté et de la foi que nous partageons.

...il est aussi populaire

Nous sommes un rassemblement national et populaire. Faire partie d'un peuple est une belle chose. Il n'est pas bon de ne pas faire partie d'un peuple, comme il n'est pas bon d'être orphelin. Les peuples ne meurent pas facilement et cela fonde notre confiance et notre espérance. Il n'est pas écrit que nous serons vaincu, ne croyons pas cela, ne distillons jamais autour de nous le pessimisme. " L'optimisme, disait Bernanos, est l'espérance des imbéciles ", mais nous savons que le pessimisme n'est pas non plus une vertu. Nous avons l'espérance chevillée au cœur et à l'âme parce que nous savons bien que les peuples ont la peau dure. Des peuples plus petits que le Peuple français, plus menacés, ont duré. Les Juifs ont tenu, millénairement, dans leur dispersion. Les Grecs, envahis, ont gardé deux choses : leur langue et leur foi, malgré la domination, l'éteignoir que fut l'Empire Ottoman. Relisez les récits de voyage en Orient de Chateaubriant, de Barrès et considérez ce qui restait de la Grèce. Eh bien aujourd'hui, la Grèce a retrouvé ses Jeux Olympiques. Le Peuple grec n'est pas mort. Nous l'avions senti frémir avec Jean-Pierre et Marie-France Stirbois, un petit matin dans le Péloponnèse, mais je m'arrête car je me laisserais aller à des souvenirs nostalgiques... Le Peuple Grec a tenu. Le Peuple arménien a tenu, lui aussi, malgré un des plus grands génocides de l'histoire. Il faut tout le cynisme de Jacques Chirac, pour oser dire que la mémoire du génocide arménien serait une affaire entre la Turquie et l'Arménie. Imaginez un seul instant s'il avait dit que le génocide juif était une affaire entre l'Allemagne et l'Etat d'Israël : cela aurait donné quelques manifestations... Nous comprenons que les Arméniens aient été scandalisés par les propos de Jacques Chirac.

L'Esprit Public

J'ai été très heureux que Jacques Bompard ait choisi ce terme d'" Esprit Public " pour définir son association et son projet. Dirigeant moi-même un certain nombre d'initiatives, j'ai adhéré à son association et je crois y jouer le rôle qu'il me demande. Mais pour moi, c'est une double réflexion qu'a suscité ce terme. D'abord, passons vite sur cela, c'est un souvenir de jeunesse. J'ai commencé ma vie militante avec la résistance pour l'Algérie française, autour d'un journal qui s'appelait L'Esprit Public et où l'on retrouvait des plumes scintillantes. C'était le journal qui, sous la période de surveillance policière du régime gaulliste, permettait aux répréhensibles de l'Algérie Française de s'exprimer. Il y avait là Jacques Soustelle, Georges Bidault, Pierre Sergent, Jules Monnerot, Philippe Héduy et aussi Jacques Perret, un des plus grands manieurs de la langue française. L'Esprit public c'est aussi le thème du livre d'un remarquable historien, Bernard Faÿ : " La naissance d'un monstre : l'opinion publique ". L'esprit public, c'était le socle de la conscience française pendant des siècles. C'était l'ensemble des idées et des valeurs morales autour desquelles la nation s'ordonnait. On pouvait avoir des éléments de discorde, cela n'a jamais manqué, mais vaille que vaille, il y avait des choses que l'on ne remettait pas en cause. Il y avait des choses que, même nos rois, qui n'étaient pas des dictateurs, ne pouvaient toucher. Puis, au règne de l'esprit public, se substitua le règne des opinions, agitées, manipulées, par lesquelles on entraînait les Français les uns contre les autres. L'affaire est déjà ancienne, notre plus grand poète patriote et national, Ronsard, écrivait déjà " Pauvre France, hélas, comme les opinions diverses ont corrompu ta première union ". Ronsard percevait déjà cette révolution naissante.

La notion de pays réel

C'est une notion autour de laquelle nous devons nous battre. Jacques Corraze nous a fait hier un exposé magnifique, tout de sobriété et de calme, démontant les mécanismes des contre-valeurs d'aujourd'hui. En son temps, Charles Maurras, auquel il faut souvent revenir, distinguait la dialectique du pays réel qui s'opposait au pays légal. Par pays réel, il entendait les ouvriers dans leurs professions, les paysans sur leurs terres, en un mot le peuple de France dans sa vie réelle. De l'autre côté, le pays de l'idéologie, le pays légal, du gouvernement, des administrations anonymes et tentaculaires. Mais aujourd'hui, les choses ont évolué, en mal. Le pays réel a de plus en plus été occupé, pas seulement par le pays légal, mais surtout par le pays virtuel. Nous sommes le monde de la schizophrénie, Jacques Corraze vous l'a rappelé, c'est Mai 1968 : " prenez vos désirs pour la réalité ". Cela existait déjà chez les utopistes qui voulaient écarter les faits. Alors évidemment, quand on écarte les faits, quand on prend ses désirs pour la réalité, eh bien on arrive à ce que disait Joseph de Maistre de la révolution : " elle ne s'est pas contentée de faire tomber les têtes, depuis elles tournent " et c'est le règne de la folie. Nous pouvons dire, mes amis, que nous sommes les militants de l'anti-folie.

Le pays virtuel, aujourd'hui, c'est celui des media, celui qui nous présente une réalité déformée. Demandez-vous quelquefois si ce qui est communément présenté à la télévision, c'est ce que vous vivez ? Et on aborde là, le surgissement des fièvres d'Internet, qu'il faut évidemment utiliser à notre profit, mais qui contribue à alimenter ce monde du virtuel que nos grands utopistes avaient déjà anticipé. C'est Orwell et surtout Huxley dans " Le Meilleur des Mondes ". Nous vivons dans un monde où nous sommes déracinés par le bas et décapités par le haut. Alors, au-delà de la dialectique droite/gauche, qui est valable, car nous savons bien qu'il y a métaphysiquement un esprit de droite et un esprit de gauche, il faut nous battre autour de cette notion de pays réel. Car il y a, si j'ose dire, une part de pays réel dans presque tous les individus. Ainsi, celui-là même qui se croira un homme de gauche, réagira admirablement face à certains événements. Ce qu'il y a en lui de bon sens le poussera à dire " ça, je ne l'accepte pas ". J'étais, la semaine dernière, avec le maire d'une bourgade importante de l'agglomération de Toulouse, que j'avais connu en d'autres temps. Un brave socialiste qui me disait " mais enfin, cette loi anti-homophobie, ça n'est pas possible ! " et il proférait là des mots qui le feront peut-être tomber, d'ici quelques mois, sous le coup d'une nouvelle loi d'inversion morale. Je lui ai dit qu'il serait temps de réagir et de nous rejoindre. " Tu es au parti socialiste parce que tu es généreux, tu es dévoué, tu crois que c'est la justice sociale. Mais en réalité, tu es d'une manière fieffée un bon réactionnaire, au sens positif du mot, c'est-à-dire que tu exprimes ce qu'il y a en toi de réaction de santé ". Parce qu'être vraiment réactionnaire, c'est réagir contre la maladie, pour la santé et ce socialiste était certainement moins corrompu intellectuellement que beaucoup de politiciens chiracoïdes.

Notre idéal

Notre combat ne peut se résumer à celui d'un parti. Ce qui nous unit, ce qui nous rassemble, c'est un souffle qui doit passer par mille œuvres de contre-révolution. Comment ne pas évoquer ici, la politique, la vraie politique, la grande politique, que l'on ne saurait séparer de sa signification étymologique la plus ancienne, la poésie et la politique ne sont qu'une seule et même chose chez Homère, c'est la création. L'homme politique est celui qui est porté par un amour, qui est porté par l'angoisse de ce que deviendra son peuple demain. Voilà pourquoi, nous devons être vigilants et nous ne devons pas accepter que la mystique, c'est-à-dire non pas l'utopie, non pas le rêve fou, mais l'idéal qui nous porte, ne se dévalue en politiciennerie et que la politique ne se dévalue ensuite en cuisine. Et je parle là, de mauvaise cuisine. Nous ne pouvons pas nous passer d'idéal, nous ne pouvons pas nous passer d'une flamme. Voilà pourquoi, les jeunes filles et les jeunes gens qui m'ont accompagné il y a un mois au Liban ont compris pourquoi ce pays meurtri nous est si proche. Nous avons rencontré Solange Gémayel, l'épouse de Béchir, probablement l'homme politique de notre patrimoine national et chrétien le plus extraordinaire, doué à la fois de réflexion mais aussi de capacité d'action et que, à peine élu président de la république, l'on a vite assassiné, tellement il était dangereux pour le désordre établi. Solange Gémayel nous a dit : " j'ai perdu ma petite fille de trois ans, tué dans un attentat qui visait Béchir, ensuite on a tué Béchir. Voilà pourquoi je demande à mes autres enfants de continuer le combat, quels que soient les risques ". Pour nous quelle émotion d'entendre cela, de l'entendre demander à ses enfants de venir dans nos universités françaises pour encourager nos militants étudiants. Comment voudriez-vous, chers amis, que nous renoncions à notre combat, comment voudriez-vous que nous puissions rejoindre un seul instant la classe politique décomposée, sans honneur, corrompue qui dirige notre pays aujourd'hui ? Notre résistance est celle d'une reconquête nationale, populaire et sociale ! Elle est aussi celle de la solidarité avec les peuples qui luttent contre les mêmes dangers que nous !

J'ai parcouru, comme vous, les journaux. Qu'aurions nous fait ici ? A en croire certains, nous aurions exprimé de l'aigreur, de la jalousie. Nous aurions " ragacé ", comme on dit en Provence. Nous aurions diabolisé un tel ou une telle. Quelle désinformation ! Aussi vous allez dire partout la vérité : que nous avons ici travaillé, que nous ne nous sommes pas complus dans des discussions stériles ou dans des ragots déshonorants !

Des idées claires

Nous avons évoqué la première journée, le droit et les libertés. Nous allons continuer à travailler sur cela, à disséquer une évolution juridique et judiciaire abominable. Tout cela a commencé avec la Loi Pleven et s'est poursuivi avec la loi Gayssot. Nous sommes aujourd'hui confronté à " une intolérable police de la pensée ", comme le disait la grande journaliste du Figaro, Annie Kriegel, qui avait su rompre avec son stalinisme de jeunesse. Elle a su définir quelle était cette intolérable police que nous n'acceptons pas. Il faut réagir contre cette rupture dans le droit que constitue la notion de sanction aggravée. La loi est sensée être faite pour tous mais nous vivons un système où certaines catégories devraient être plus protégées que d'autres. En tant que Président de l'AGRIF, je me suis entendu dire par l'avocat de la LICRA, que nous utilisions odieusement à notre profit une loi faite pour des minorités ! Ainsi, ce qui vaudrait pour certaines minorités, ne vaudrait-il pas pour l'ensemble des Français ? Il a ajouté : " vous avancez, mais vous n'avancerez pas sans mal ". Je lui ai répondu : " Maître, le principal, c'est que nous avançons et croyez-moi, notre avancée vous fera du mal ! ". Mais cela fera du bien au droit et à la loi qui ne sauraient être l'apanage des minorités.

Nous avons étudié l'islam. Pourquoi ne voulait-on pas étudier scientifiquement l'islam ou la franc-maçonnerie dans les réunions de notre parti ? Pourquoi, pire que la censure, cette auto-censure, pourquoi nous imposer des tabous politiques ? Est-il possible, quand on est un mouvement national, de ne pas regarder ce qui pèse sur la vie de notre peuple ? Ici, sans fanatisme, mais avec toute la compétence de nos amis arabophones, à la lumière des oeuvres du Père Antoine Moussali hélas décédé, nous avons décidé d'étudier l'islam et de dire pourquoi nous n'acceptons pas, ce qui n'est pas une religion mais un système totalitaire. Nous avons quelquefois été devant les tribunaux pour cela, victorieusement il est vrai. Aujourd'hui beaucoup de ceux qui appelaient de tous leurs vœux une immigration sans limite, s'en mordent les doigts. Messieurs les intellectuels juifs de gauche, vous

récoltez ce que vous avez semé ! Nous avons aussi dit à Monsieur Sarkozy, l'énorme erreur qu'il faisait en créant le Conseil Français du Culte Musulman, avec, au moins, deux erreurs dans l'intitulé, car ce Conseil " français " est sous influence étrangère et pour ce qui est du " culte " musulman, il n'y a pas de culte dans l'islam. René Marchand nous l'a admirablement expliqué.

Nous avons étudié les contre-valeurs qui depuis l'école de Francfort et avec mai 1968, ont été propagés dans notre enseignement et dans notre société. Nous avons aussi présenté nos travaux, ceux du " Dictionnaire de la Réplique " qui est une arme pour vous mais aussi pour vos enfants ou vos neveux. Nous procédons, n'en déplaise à certains, à un autre travail que celui des péripéties politiciennes et des règlements de comptes internes. Nous n'avons qu'un seul objectif : penser clair et marcher droit !

Nous menons le combat des idées et nous menons le combat politique contre un système de mal et de mort qui est celui de la démocratie totalitaire. Depuis très longtemps, les plus grands penseurs de notre civilisation ont expliqué, comme Aristote, que le moins mauvais régime était probablement un composé de démocratie, d'aristocratie et de monarchie. Mais aujourd'hui, ce que nous vivons se pare d'autant plus d'une ostentation démocratique que celle-ci est confisquée. Nous sommes dans ce que Maurice Bardèche a appelé " les temps modernes ", c'est-à-dire la loi de l'argent qui fait les media et des media qui font l'opinion. Face à cela, notre combat est un combat pour la liberté qui passe par la vérité. J'ai reçu une ou deux lettres dans lesquelles on me reprochait de faire l'apologie de la liberté qui serait une valeur maçonnique ! Eh bien, ai-je répondu, si je lis bien l'Evangile, j'y trouve : " La Vérité vous rendra libres ". Cela veut dire que la vérité elle-même est au service de la liberté. La liberté, la plus haute des valeurs, est évidemment la valeur la plus subvertie, au nom de laquelle, quand on sait l'inverser sataniquement, on peut commettre le mal. Mais nous sommes les militants de la liberté vraie et des libertés réelles, libertés familiales, professionnelles, nationales. N'abandonnons pas à la gauche, cette référence à la liberté alors que la liberté, elle la conçoit toujours comme elle la concevait ici, en guillotinant plus de trois cents braves citoyens de cette ville. Non, nous n'avons pas le sens maçonnique de cette liberté guillotineuse et de cette égalité de la mort et nous défendons toutes les libertés bienfaites, de la religion, du travail, de la vie et de la patrie, contre les libertés de la décadence !

Jacques Corraze, avec raison, vous a parlé hier de ce discours égalitariste qui conduit aux pires inégalités. A partir du moment où l'on ne dispense plus rien dans les écoles, que l'on n'apprend plus à lire, à écrire, à compter et qu'on laisse le petit enfant se débrouiller tout seul, que se passe-t-il ? Les enfants qui ont l'assistance de familles ou de précepteurs, eux, peuvent s'en tirer ! J'ai désigné un jour en débat au Conseil Régional à Toulouse, une des écoles où les enfants des mandarins socialistes sont élevés. C'est l'école alsacienne, où les chauffeurs amènent le matin les chers bambins de la nomenklatura. Et à l'adresse de Lionel Jospin, je me suis écrié : " Vous les mettez dans des nids de formation soigneusement élaborés. Mais les petits enfants des familles modestes, ils n'apprennent plus rien dans votre école laïque où l'on fabrique à la chaîne les Mozart assassinés selon la formule de Saint-Exupéry ! " Qui donc se bat pour le peuple ? La vérité, c'est que sous prétexte d'égalitarisme, une caste féroce maintient son pouvoir et contre cela, oui, nous sommes, à notre manière, révolutionnaires. Faisons sauter, chers amis, le pouvoir de cette caste orgueilleuse et cynique !

Cet égalitarisme, au demeurant, ne pèse rien quand on est dans le domaine du sport. Est-ce que nous envoyons aux Jeux Olympiques des athlètes désignés par tirage au sort ? Les valeurs qui sont celles du sport seraient-elles interdites en politique ? Charles Maurras, dont on vient de rééditer heureusement le premier livre, " Anthinea ", son reportage aux premiers Jeux Olympiques, notait déjà combien la réalité sportive, allait complètement à l'encontre du système idéologique. Là, on ne plaisante pas avec les horaires, l'entraînement, l'acharnement, la dure compétition. Je vous propose donc que l'an prochain nous travaillions sur les mensonges du système.

Nos idées sont majoritaires

Je crois que les idées que nous défendons sont celles du plus grand nombre de nos contemporains. Il suffit des les éveiller, de leur montrer avec patience la réalité. Nous ne sommes pas des hommes de guerre civile et nous ne voulons pas vaincre mais convaincre.

La défense de la vie, nous l'avons traitée avec Jeanne Smits, pour qu'une législation infanticide soit remplacée par une législation de protection de la vie. Ce n'est pas une affaire de morale niaise. Il n'est pas besoin d'être chrétien pour penser cela. Beaucoup de mes amis scientifiques, qui ne partagent pas ma foi, il en est ici, sont émerveillés devant ce mystère extraordinaire dans l'infiniment petit qui va donner vie à un homme ou une femme. A ce combat pour la vie innocente, aucun homme de bonne volonté ne peut durablement s'opposer.

Le respect du travail. Je rencontrais, la semaine dernière, un éminent professeur de médecine qui me disait être parti en Californie où se trouvent déjà 80 agrégés de médecine français. A partir du moment où il n'y a plus la juste récompense d'années et d'années d'études, d'un travail acharné et difficile, certains fuient le pays. Je le regrette et n'approuve pas ; mais qu'il est grave aujourd'hui d'organiser la paresse au lieu de récompenser le travail !

La défense de notre héritage : Jacques Trémolet de Villers vous a parlé, hier, de notre enracinement de civilisation, Athènes, Rome, Jérusalem, enracinement à la fois charnel et spirituel. Ce n'est pas pour rien que, rompant avec l'extrémisme trotskiste de sa jeunesse, Simone Weil, écrivait chez Gustave Thibon son merveilleux livre L'Enracinement. N'aurions-nous donc pas le droit de défendre nos racines ? Ce n'est pas du conservatisme stérile, c'est tout simplement observer que si l'on veut tenir bon, il faut être attaché à notre terre, à nos traditions, à notre peuple, à notre race ! A notre race, oui ! Pourquoi accepter les tabous ? Rien de raciste quand on dit cela ! Il faut revenir à Mistral pour le comprendre. Pourquoi seuls certains peuples auraient-ils le droit d'aimer leurs racines et d'honorer leur mémoire ? Pourquoi cela nous serait-il interdit ? Par quel étrange racisme ? Eh bien, justement, notre combat anti-raciste doit se développer. Il n'y a aucune raison pour que l'on nous interdise la fierté de nos racines !

Le Peuple français ne veut pas de l'islamisation de notre pays. Il voit ce qu'est l'islam ailleurs. Est-ce du racisme ? Les peuples arabes, eux même, ne sont pas inéluctablement condamnés à être islamisés. Nous le savons bien, nous les amis du Liban chrétien et des Coptes d'Egypte. Mais enfin, quand on entend parler d'une mosquée à Poitiers, cela ne vous dit rien ? Et quand on construit une mosquée à Rome ? M. Tincq, dans Le Monde, a parlé de mes propos ignobles, parce que je demandais par réciprocité la construction d'une cathédrale à La Mecque. Qu'y a-t-il d'ignoble là dedans ? Pourquoi les centaines de milliers d'immigrés chrétiens, qui travaillent comme des esclaves en Arabie Saoudite, sont-ils de facto condamnés à mort s'ils assistent à la messe dans une chambre d'hôtel ? Voilà pourquoi nous sommes allés devant l'ambassade d'Arabie Saoudite avec nos haut-parleurs pour demander une cathédrale à La Mecque ! S'il y a une mosquée à Poitiers, pourquoi pas une cathédrale à La Mecque ? Cela est dit sans mépris pour ce qu'il peut y avoir de grand chez les musulmans ; et nous avons connu des musulmans admirables qui avaient des valeurs en commun avec nous. Mais c'est une autre chose que de refuser le système totalitaire de l'islam. Ce n'est pas sans émotion que je lis quelquefois les pages admirables du Bachaga Boualem, l'homme le plus trahi par la France officielle, parlant de cet islam qui navigue toujours entre " le fanatisme et le fatalisme ". Alors, mépris pour la personne des musulmans ? Jamais ! La haine ? Jamais ! Mais l'amour pour notre peuple d'abord et toujours et le refus de la dhimmitude pour nos enfants.

Haine, esprit de vengeance encore, quand on demande la peine de mort pour les monstres capables des pires abominations ? Non ! Parce que le châtement est une nécessité qui peut leur offrir la rédemption. Est-ce que notre Peuple pourrait aujourd'hui comprendre cette admirable scène de la condamnation d'un compagnon de Jeanne d'Arc qui était devenu un monstre ? C'était Gilles de Rais, Maréchal de France et Prince du Sang. Il s'était lancé dans une recherche d'alchimie qui l'avait conduit aux pires horreurs. Sodomite, il aurait, aujourd'hui, défilé à la tête de la gay pride... Gilles de Rais a reconnu ses abominations et a demandé lui-même sa condamnation. Les parents des victimes l'ont pardonné et accompagné au supplice. Cela, c'est admirable ! Eh bien nous, nous demandons le rétablissement de la peine de mort, sans haine, mais en pensant d'avantage aux petites victimes qu'aux ignobles tortionnaires ! Nous avons donc créé le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort qui a recueilli les appels d'homme qui savent le prix du sang, tel notre ami Jean-Baptiste Biaggi, grand combattant de la dernière guerre et de la résistance et talentueux avocat. On sait très bien qu'au faite de l'édifice judiciaire, il y a effectivement cette nécessité de justice humaine mais aussi de charité chrétienne, comme l'a magnifiquement exposé le Père Bruckberger, ce dominicain que l'on appelait l'aumônier de la résistance.

La peine de mort ce n'est pas la mise en route des charrettes révolutionnaires mais c'est la possibilité de châtier le crime horrible de celui qui s'est déjà retranché de son humanité, qui n'appartient plus à notre humanité, et peut être, de lui permettre, au dernier moment, de la retrouver ! Voilà pourquoi, les Français se reconnaissent dans ce combat pour la peine de mort qui est aussi, si l'on veut bien y réfléchir, celui de la dignité humaine.

Venons-en au pouvoir médiatique. Beaucoup n'acceptent plus les media tels qu'ils sont et les abominations qu'ils voient. Il faudra bien un jour prévoir dans notre Constitution les limites de ce pouvoir. Etablir qu'il n'y a pas en ce domaine de liberté sans contrepoids, sans freins. C'est tout un combat à mener que celui de cette liberté fondamentale des citoyens face à un pouvoir qui, aujourd'hui, n'accepte aucune règle, aucune déontologie, aucune limite.

Mes amis, voilà le résumé de nos idées et vous constatez que, lorsque vous les expliquez tranquillement autour de vous, elles sont majoritaires !

Voici encore quelques vers de Ronsard. Je vous ai dit que la politique et la poésie étaient liées. Il ne faut jamais abandonner ce qui fait notre âme collective nationale.

*" France de ton malheur tu es cause en partie,
je t'en ai par mes vers mille fois averti,
tu es marâtre aux tiens, et mère aux étrangers
qui se moquent de toi quand tu es au danger,
car la plus grande part des étrangers obtiennent
les biens qui à tes fils justement appartiennent ".*

Vous voyez, c'était déjà le combat pour ouvrir les intelligences et non tout ouvrir aux étrangers qui, comme souvent dans notre histoire, menaçaient de submerger notre territoire.

Alors voilà, ce que nous aussi avons à faire : lutter sans haine mais avec fermeté et courage.

*Méditons enfin la lettre de Mehmet II à Constantin XI de Constantinople, avant la prise de la ville : "
Les deux rives du Bosphore m'appartiennent, celle d'Asie parce qu'elle est peuplée par nos ottomans,
celle d'Europe parce que tu es incapable de la défendre ".*

*Nous, nous souhaitons être capable de défendre notre Europe. Nous ne voulons pas que les
continueurs de Mehmet II déferlent, par le biais de l'Union Européenne. Cela nécessitera beaucoup
de combativité, de détermination, de courage et probablement beaucoup de sacrifices.*

*C'est notre combat, pour notre France, pour ce royaume, le plus beau qui fut jamais sous le ciel. Et,
l'ayant mené sans trêve, puissions-nous réciter au bout du chemin ces vers du poème de la fin de
Charles Maurras :*

*" Seigneur, endormez-moi dans votre paix certaine
Entre les bras de l'Espérance et de l'Amour.
Ce vieux cœur de soldat n'a point connu la haine
Et pour vos seuls vrais biens a battu sans retour."*